

L'accaparement  
de l'eau par l'industrie  
agroalimentaire mondiale

# ASSOIFFE LES COMMUNAUTÉS LOCALES



*Dans le monde entier, des gestionnaires de fonds de pension, des sociétés de capital-investissement et d'autres acteurs financiers prennent des initiatives agressives pour s'emparer de terres offrant un accès à l'eau pour l'irrigation. Leur stratégie consiste à pomper autant d'eau que possible et aussi vite que possible pour des productions agricoles comme les fruits et les fruits à coque, qui permettent de bénéficier de prix élevés sur les marchés d'exportation. Ces entreprises ciblent des régions où l'eau est déjà rare et à l'origine de conflits, et où le type d'agriculture gourmande en eau visé par les entreprises a peu de chances de durer au-delà de quelques décennies, comme le montrent les exemples du Chili, du Mexique, du Maroc, du Pérou, de l'Espagne et des États-Unis.*

**E**n 2023, l'autorité des Nations Unies en charge de l'eau a prévenu qu'une crise mondiale de l'eau était imminente. Pour de nombreuses communautés, cette crise est déjà là, entraînant des pénuries d'eau qui affectent plus d'un tiers de la population mondiale, et de nombreuses autres font face à des inondations dévastatrices causées par le changement climatique. Selon l'ONU, cette situation devrait s'aggraver considérablement au cours des années qui viennent, et ouvrir la voie à une multiplication des conflits<sup>1</sup>.

Ces nouvelles « guerres de l'eau » concernent essentiellement le secteur agricole. L'agriculture représente environ 70 % de la consommation mondiale d'eau, et bon nombre des principales zones agricoles du monde manquent d'eau, sous la pression de l'épuisement des aquifères et des sécheresses exacerbées par le changement climatique et la déforestation<sup>2</sup>. La plupart des conflits actuels sur l'eau, et ceux à venir, opposent les intérêts de l'agro-industrie à ceux des petits producteurs et productrices alimentaires, des communautés locales et même des zones urbaines.

Certains voient dans cette crise une opportunité. Plus l'eau devient rare et précieuse, plus elle peut être lucrative pour ceux qui la possèdent. Ce potentiel de profit n'a pas échappé à l'attention des acteurs du secteur financier, qui prospèrent grâce à ce type d'opportunités.

Dans le cadre de notre travail de surveillance de l'accaparement des terres agricoles dans le monde, nous avons constaté un nombre croissant de cas dans lesquels des sociétés financières obtiennent le

contrôle de ressources en eau qui sont essentielles à la production agricole. Il s'agit souvent des mêmes acteurs que ceux qui ont commencé à acheter de grandes superficies de terres agricoles à la suite de la crise alimentaire et financière de 2008. Ce sont notamment des fonds de pension, des fonds souverains, des gestionnaires d'actifs, des compagnies d'assurance, des fonds de dotation universitaires et des banques de développement (voir le Tableau 1). Certains investissent par l'intermédiaire de fonds de capital-investissement spécialisés ; d'autres achètent directement l'accès à l'eau.

L'eau a toujours été un enjeu majeur dans l'accaparement des terres agricoles<sup>3</sup>. Mais, ces derniers temps, nous voyons de plus en plus de cas dans lesquels c'est l'accès à l'eau, bien plus que l'accès à la terre, qui motive l'intérêt des acteurs financiers. Dans la plupart de ces cas, ils acquièrent ou louent des parcelles de terre qui offrent un accès abondant et souvent illimité à l'eau pour l'irrigation. Les entreprises produisent ensuite des cultures gourmandes en eau qui permettent d'obtenir des prix élevés sur les marchés d'exportation. Contrairement aux transactions portant sur des milliers d'hectares, dans ces cas la superficie des terres peut être relativement faible (souvent quelques centaines d'hectares seulement). Cet aspect semble être l'une des motivations, car cela permet d'éviter les accusations d'accaparement de terres, même si les conséquences de l'accaparement de l'eau peuvent être tout aussi graves pour les communautés locales.

Une autre caractéristique de ces transactions est qu'elles ont tendance à être conclues dans des endroits où l'eau est déjà rare ou épuisée, et où le type d'agriculture gourmande en eau ciblé par les entreprises a peu de chances de durer au-delà de quelques décennies. Les investisseurs ne mettent pas en place des exploitations agricoles pour le long terme. On pourrait plutôt comparer ces dernières à des puits de pétrole permettant d'extraire le plus possible jusqu'à ce que la ressource soit épuisée. Les acteurs financiers, qui prévoient généralement de se retirer des projets dans les 10 à 15 ans, ne semblent pas se préoccuper de la situation tant qu'ils peuvent réaliser des bénéfices dans l'intervalle. Ils ne semblent pas non plus découragés par les conflits que ces transactions génèrent avec ceux qui dépendent de ces ressources en eau.

## Un fonds de pension canadien profondément impliqué dans des conflits liés à l'eau

L'un des principaux acteurs de cette ruée vers l'eau est PSP Investments, un gestionnaire de fonds de pension pour les fonctionnaires du Canada qui a été un gros acheteur de terres agricoles dans le monde au cours des dix dernières années.

En mai 2022, PSP a dépensé 90 millions de dollars des États-Unis pour acquérir une exploitation de myrtilles de 500 ha à Olmos, au Pérou, qui fait partie de l'un des plus grands systèmes d'irrigation privé-public au monde<sup>4</sup>. Ce système, qui achemine l'eau par tunnel jusqu'à cette zone aride de la côte pacifique à partir d'une rivière située dans les Andes, devait initialement permettre de fournir l'irrigation à la communauté paysanne de Santo Domingo de Olmos. Ce n'est pas cela qui s'est passé. Au lieu de cela, le gouvernement, par le biais d'un décret, a affecté l'ensemble des 111 656 ha de terres de la communauté au projet sans consultation, puis l'a confié à la société d'ingénierie brésilienne Odebrecht, dans le cadre d'une procédure fortement entachée de corruption. Les travaux d'irrigation se sont concentrés presque exclusivement sur un bloc de 38 000 ha de terres divisé en lots de 500 ha ou 1 000 ha, qu'Odebrecht a ensuite vendus à une poignée d'entreprises péruviennes et étrangères, empochant au passage des millions de dollars<sup>5</sup>.

Le projet Olmos a coûté au gouvernement péruvien plus de 180 millions de dollars en dépenses publiques, mais n'a pas fait ce qu'il prétendait initialement : apporter de l'eau aux populations locales. Ces dernières ont été expulsées des zones irriguées, et les villes où vivent désormais ces populations et les communautés agricoles n'ont toujours pas d'accès à l'eau potable. La

quasi-totalité de l'eau acheminée depuis les Andes sert à irriguer les nouvelles exploitations agricoles, qui produisent des avocats, des myrtilles et d'autres cultures gourmandes en eau qui se vendent à prix d'or à l'étranger. Le projet financé par les pouvoirs publics a entraîné peu d'avantages pour la population, mais s'est traduit par une manne de profits pour PSP et les autres entreprises qui bénéficient désormais d'un accès libre et illimité à l'eau<sup>6</sup>.

La ferme d'Olmos fait partie d'un nombre croissant d'exploitations que PSP a récemment achetées ou dans lesquelles l'entreprise a investi dans le monde entier, ce qui lui permet de contrôler les ressources en eau dans des endroits où la production de denrées agricoles de grande valeur destinées à l'exportation est solidement implantée. Il s'agit notamment de plantations de fruits à coque en Australie et en Californie, de serres au Canada, de vergers à Maui, de fermes laitières en Nouvelle-Zélande et d'exploitations de petits fruits sur tous les continents (voir Tableau 2). PSP n'a pas répondu à nos demandes d'interview.

## Les communautés laissées sur le bord du chemin

Dans le sud-ouest de l'Espagne, PSP est impliquée dans un conflit sur l'eau qui sévit dans un autre centre clé de l'agriculture d'exportation. Le boom de la production de petits fruits autour de la ville de Huelva, qui dure depuis vingt ans, a fortement épuisé les aquifères qui alimentent les zones humides de Doñana – un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO et une halte essentielle pour les oiseaux qui migrent entre l'Afrique et l'Europe<sup>7</sup>. Le changement climatique et les sécheresses ont exacerbé la situation ces dernières années, mais les autorités espagnoles et les puissants exportateurs de petits fruits sont depuis longtemps conscients de l'imminence de la crise de l'eau mais ils poussent néanmoins à la poursuite de la croissance. La province de Huelva produit aujourd'hui 98 % des fraises espagnoles et 80 % de la production est exportée en dehors du pays. Comme au Pérou, la culture des petits fruits est extrêmement rentable dans la province de Huelva en raison de l'abondance du soleil, de l'accès à une main-d'œuvre migrante mal payée et, surtout, de l'eau gratuite provenant de puits creusés dans les aquifères<sup>8</sup>.

Si la crise de l'eau à Huelva est devenue un scandale politique de dimension nationale et internationale, elle n'a pas freiné l'afflux de capitaux à destination des exploitations de petits fruits de la région. Au contraire, au cours des dernières années, un nombre croissant d'acteurs financiers ont racheté les principaux producteurs de petits fruits de la région. Parmi ceux-ci figurent PSP

Investments via Hortifrut, qui est devenu le plus grand producteur de myrtilles de Huelva grâce à l'acquisition de 400 ha d'exploitations en 2021. On trouve aussi dans cette liste la société européenne de capital-investissement Alantra, qui a utilisé l'argent des banques de développement espagnoles et européennes pour acquérir le plus grand producteur de fraises de Huelva, Surexport<sup>9</sup>. Tandis que ces entreprises font du lobbying en faveur de projets d'infrastructure publique coûteux et controversés visant à acheminer de l'eau depuis d'autres régions d'Espagne touchées par la sécheresse pour sauver leur activité, nombre d'entre elles s'étendent dans de nouvelles régions où les ressources en eau n'ont pas encore été épuisées, comme au Maroc.

Hortifrut et Surexport font partie des principales entreprises qui développent actuellement la production de petits fruits au Maroc. Parmi les autres, on peut citer Elite Agro des Émirats arabes unis et Costa Group, une entreprise australienne qui a procédé à une expansion agressive à l'étranger en raison des problèmes de pénurie d'eau auxquels elle a contribué dans son pays d'origine<sup>10</sup>. Un actionnaire minoritaire de Costa, la société américaine de capital-investissement Paine Schwartz, a fait une offre publique d'achat pour la société en juillet de cette année, ce qui devrait contribuer à renforcer cette expansion<sup>11</sup>.

La production de fruits destinés à l'exportation au Maroc a bondi ces dernières années grâce à cet investissement étranger, sa valeur ayant plus que doublé depuis 2016<sup>12</sup>. La majeure partie de cette expansion a concerné les petits fruits et d'autres cultures gourmandes en eau, ce qui met à rude épreuve les ressources en eau du pays, déjà épuisées et touchées par la sécheresse. Les plans d'expansion démesurés des producteurs de petits fruits contrastent fortement avec les sombres perspectives du pays en matière d'eau.

La crise actuelle de l'eau au Maroc a été alimentée par plus de quinze ans de politiques gouvernementales visant à encourager l'irrigation et les investissements étrangers, notamment d'importantes subventions et dépenses publiques dans des partenariats public-privé destinés aux infrastructures d'irrigation. Les exploitations industrielles ayant rapidement épuisé l'eau des barrages et des aquifères, le gouvernement a réagi en coupant l'accès aux autres usagers et en privilégiant les exploitations produisant pour l'exportation, dont beaucoup sont liées à la famille royale et à d'autres élites et qui, dans certains cas, leur appartiennent. L'agriculture industrielle représente aujourd'hui 85 % de la consommation nationale totale d'eau.

Les conséquences sont catastrophiques pour les petites exploitations et les petits élevages du pays. « Il

n'y a plus rien pour nous », déclare Lehsein, un petit agriculteur de la province de Chtouka. Il explique que les petites exploitations n'ont d'autre choix que d'essayer de vendre leur bétail et leurs terres ou de chercher du travail dans des conditions misérables dans les exploitations industrielles de leur région, voire en Espagne<sup>13</sup>.

La crise de l'eau est devenue si grave l'année dernière que le gouvernement a été contraint de revenir sur sa politique de subvention. Mais au Maroc, cette mesure n'est guère perçue comme susceptible de changer grand-chose. « D'abord, parce qu'il y aura toujours des investisseurs qui auront les moyens de s'installer sans subventions », explique Salima Belemkaddem, du collectif Maroc Environnement 2050. « Mais surtout, parce que les grandes fermes qui pratiquent ces cultures intensives et irriguées existent déjà et suffisent à tout assécher<sup>14</sup>. »

### « Les plus grands acteurs du secteur de l'eau dont vous avez jamais entendu parler »

Il peut sembler contre-intuitif pour les entreprises de faire des investissements agricoles dans des endroits où l'accès à l'eau est en train de disparaître. Mais cela ne l'est pas pour les sociétés financières qui investissent généralement en se basant sur un horizon 10 ou 15 ans.

Dans la vallée californienne de San Joaquin, par exemple, l'argent de PSP et d'autres sociétés financières a alimenté un essor spectaculaire de la production d'amandes, une production très gourmande en eau, dans des régions de l'État où les aquifères sont à des niveaux désespérément bas. Une enquête de Bloomberg a révélé qu'à mesure que la crise de l'eau dans la région s'aggravait et que les communautés locales et les petites exploitations ne pouvaient plus accéder à l'eau, les sociétés financières sont intervenues, achetant des terres et forant des puits de plus en plus profonds, avec une capacité de pompage d'eau toujours plus grande dans des aquifères déjà épuisés. Entre 2019 et 2022, un sixième des forages les plus profonds de la vallée californienne de San Joaquin a été foré sur des terres détenues ou gérées par des investisseurs extérieurs, les principaux acteurs étant PSP, TIAA, le fonds de pension des enseignantes et enseignants des États-Unis, et la compagnie d'assurance canadienne Manulife, par l'intermédiaire de sa division Hancock Natural Resource Group.

Bloomberg a constaté que ces entreprises sont parfaitement conscientes du fait que les ressources en eau de cette région sont en train d'être asséchées. Mais les bénéficiaires à court terme qu'elles peuvent générer en produisant des amandes et d'autres cultures de grande





« Ce n'est pas la sécheresse, c'est un pillage. Pour la défense de la vie » Photo : Alternativa Socialista - Mexique

valeur l'emportent sur les pertes qu'elles pourraient subir lorsque l'eau viendra à manquer.

« Plus il y a d'argent en jeu, plus les forages sont profonds. C'est en résumé ce qu'il se passe ici », déclare Ralph Gutierrez, un responsable local de la gestion de l'eau. « Ceux qui font cela se fichent éperdument des petites gens<sup>15</sup>. »

En 2013, dans l'État voisin de l'Arizona, une société financière basée aux États-Unis a créé un fonds de 430 millions de dollars pour acquérir plus de 5 000 hectares de terres situées au-dessus d'une nappe phréatique cruciale pour la population dans un comté à faibles revenus. Le fonds a ensuite loué une grande partie des terres à l'entreprise agroalimentaire Al Dahra, basée aux Émirats arabes unis, qui pompe l'eau de l'aquifère pour produire de la luzerne destinée à l'exportation vers les Émirats arabes unis. La population a fait campagne contre cette exploitation en raison de son impact sur les rares ressources en eau de l'État, dans la mesure où elle déjà un impact sur la capacité des habitantes et habitants à remplir leurs puits. Mais ce n'est qu'en août 2023, suite à un reportage du site d'information Reveal, que la population a découvert que le fonds de pension public de l'Arizona était le principal investisseur du projet, aux côtés des fonds de pension des enseignant-es de New York et des employé-es syndiqué-es de Californie et du Michigan.

« Cela me met très en colère, vous savez. C'est incroyable que l'État puisse faire cela avec notre fonds de retraite », a déclaré Holly Irwin, une superviseure élue du comté qui a essayé d'empêcher l'expansion de l'exploitation. « Je me bats depuis des années pour que l'eau reste ici, et c'est vraiment frustrant – partout où vous regardez autour de vous, vous savez que ces activités entraînent un épuisement progressif de l'eau et que le foin de luzerne est expédié à l'étranger<sup>16</sup>. »

Les acteurs financiers et les entreprises agroalimentaires qui exploitent les ressources en eau du sud des États-Unis s'étendent maintenant de l'autre côté de la frontière, au Mexique, où l'accord de libre-échange avec les États-Unis et le Canada a ouvert la voie à des concessions d'eau privées et accéléré l'essor de la production à l'exportation de fruits et de légumes gourmands en eau. Le Mexique, qui connaît une grave crise de l'eau, réglemente l'utilisation de l'eau pour l'agriculture, mais dans la pratique, il n'y a aucun contrôle et les entreprises n'ont aucun problème à prélever autant d'eau qu'elles le souhaitent.

L'État de Jalisco, par exemple, qui est le plus grand producteur de petits fruits du pays et l'un des principaux producteurs d'avocats et de raisins, ne dispose que de deux personnes chargées des questions relatives à l'eau, explique Eva Robles du Colectivo por la Autonomia, une organisation qui travaille avec les communautés

paysannes et autochtones de l'État. « Lorsque les entreprises agroalimentaires sont arrivées à Jalisco, elles achetaient des terres, mais aujourd'hui elles ne font que louer, car elles savent qu'au rythme où elles utilisent l'eau, il n'y en aura plus dans quelques années<sup>17</sup>. »

L'une des principales entreprises à l'origine de l'accaparement de l'eau en Californie, qui s'étend maintenant au Mexique, est le Renewable Resources Group (RRG). Décrit comme « l'un des plus grands acteurs du secteur de l'eau dont vous avez jamais entendu parler », RRG a amassé de vastes superficies de terres agricoles au cours des dix dernières années pour obtenir de précieux droits d'utilisation de l'eau dans les régions arides de Californie. Il vise ainsi à produire des cultures à forte valeur ajoutée, comme les amandes et les raisins, ou à construire des stratagèmes complexes d'échange de permis d'eau pour ses clients, comme le fonds de dotation de l'université de Harvard<sup>18</sup>.

Dans un prospectus de 2018, RRG a déclaré que sa stratégie au Mexique consistait à « monétiser » l'eau par la production de « cultures spécialisées à haute valeur ajoutée ». En 2018, l'entreprise a déclaré avoir acquis plus de 100 000 hectares de terres agricoles au Mexique, aux États-Unis, au Chili et en Argentine, ainsi que des droits d'eau privés aux États-Unis, au Chili et en Australie, générant des rendements annuels de plus de 20 % pour ses investisseurs, parmi lesquels figurent des fonds de pension, des fonds de capital-investissement, des compagnies d'assurance et des familles fortunées.

« Pour une ressource rare, la compétition est féroce. Du fait des diverses utilisations concurrentes de l'eau, il y a des avantages considérables à gérer les ressources en eau comme une ressource économique précieuse et à répartir l'eau en fonction de sa valeur d'utilisation la plus élevée. Dans de nombreux cas, cette valeur d'usage la plus élevée est l'agriculture, en particulier les cultures permanentes spécialisées, dans lesquelles l'eau peut être monétisée par le biais d'un produit de grande valeur », peut-on lire dans le prospectus.

La stratégie de RRG consiste à utiliser plusieurs filiales au Mexique pour acheter des terres ou les louer selon des baux de longue durée, afin de contourner la législation qui limite la superficie totale de terres pouvant être détenues par une seule entreprise. RRG affirme également son intention de se concentrer sur des « cultures intensives » qui nécessitent peu de terres mais beaucoup d'eau, car elle est persuadée de pouvoir trouver des moyens de contourner les restrictions imposées sur cette ressource.

« RRG comprend que l'utilisation de l'eau n'est pas seulement déterminée par les lois sur les droits d'utilisation de l'eau, mais qu'elle est aussi fortement influencée

par les parties prenantes et les politiques locales. Les équipes de RRG savent comment s'adapter à ces politiques », peut-on lire dans le prospectus<sup>19</sup>.

Au-delà du Mexique, RRG a racheté plusieurs des plus grands producteurs de fruits d'Amérique latine dans les principales zones irriguées de production destinée à l'exportation et les a intégrés dans sa nouvelle filiale, Frutura<sup>20</sup>. L'un d'entre eux est la plus grande société de production et d'exportation de raisin de table du Chili, Subsole, qui possède plus de 1 300 hectares de terres irriguées<sup>21</sup>.

Cette décision intervient alors que l'ensemble du secteur agricole chilien est confronté à une crise de l'eau. Au cours des dernières décennies, les exportations de fruits du Chili ont grimpé en flèche grâce aux accords de libre-échange et à un système de privatisation de l'eau mis en place sous la dictature de Pinochet, qui a permis aux grands producteurs de fruits de s'approprier les principales ressources en eau. Une poignée d'entreprises et de familles chiliennes se sont enrichies en transformant leurs droits d'eau privés en exportations de cultures à forte valeur ajoutée comme le raisin et les avocats, au détriment des communautés qui dépendent de ces mêmes ressources en eau pour leurs activités agricoles et leur subsistance. Toutes les régions productrices de fruits du Chili sont aujourd'hui confrontées à des pénuries d'eau, aggravées par les sécheresses induites par le changement climatique. Pourtant, cela n'a pas effrayé RRG ni d'autres investisseurs, comme le gestionnaire de fonds de pension états-unien TIAA, qui a récemment acheté des exploitations de cerises chiliennes<sup>22</sup>. Un gestionnaire de fonds agricoles chilien estime que les investisseurs institutionnels ont acquis au moins 15 000 hectares de terres agricoles pour la production de fruits destinés à l'exportation au cours des deux dernières années, ce qui équivaut à un tiers de la superficie du pays plantée en raisins de table, le fruit le plus exporté du Chili<sup>23</sup>.

Paradoxalement, RRG investit au Chili par l'intermédiaire d'un fonds de 900 millions de dollars appelé Sustainable Water Impact Fund qu'il a créé avec The Nature Conservancy et des engagements de Goldman Sachs et de plusieurs fondations basées aux États-Unis. Bien que ce fonds soit censé réaliser des investissements qui préservent l'eau, il a acheté des terres pour la culture irriguée d'avocats et de raisins dans des zones d'agriculture d'exportation en manque d'eau, telles que la région de Valparaíso au Chili et la vallée d'Ica au Pérou<sup>24</sup>.

Le fonds de dotation de 50 milliards de dollars de l'université de Harvard investit également dans les mêmes zones. Harvard a commencé à acquérir de vastes superficies de terres agricoles à travers le monde

vers 2010, en privilégiant la production de soja dans le Cerrado brésilien. Les pertes financières et la condamnation publique des transactions l'ont amenée à se séparer de sa division « terres agricoles » et à créer une société de capital-investissement distincte, Solum Partners, en 2020<sup>25</sup>. Cette société gère aujourd'hui des investissements agricoles pour Harvard et s'est détournée des grandes transactions de terres agricoles pour acquérir des entreprises ayant accès à l'eau d'irrigation et à de plus petites surfaces pour la production d'avocats, de petits fruits et d'autres cultures à forte valeur ajoutée en Afrique, en Europe, en Amérique latine et aux États-Unis. Au Chili, Solum investit dans les avocats par l'intermédiaire de filiales qui possèdent plus de 3 400 hectares de plantations irriguées<sup>26</sup>. L'essor de la production d'avocats, qui nécessite plus de 1 200 litres d'eau pour produire un kilo de fruits, est l'un des principaux facteurs de la crise de l'eau dans les campagnes chiliennes<sup>27</sup>.

### « No es sequia, es saqueo! »

La communauté de San Isidro, dans l'État de Jalisco, au Mexique, lutte depuis plus de 80 ans pour obtenir l'accès aux terres collectives qui lui ont été octroyées lors de la révolution mexicaine. En juin 2022, le gouvernement mexicain a ordonné à l'une des entreprises qui occupaient ces terres, la société états-unienne Amway, de leur restituer les 280 hectares qu'elle avait acquis illégalement, ce qui constitue une avancée majeure<sup>28</sup>. Bien que seule une partie de ces terres leur ait été restituée jusqu'à présent, la communauté a déjà commencé à planter des cultures locales. Mais les membres de la communauté se heurtent à un autre problème majeur : le manque d'accès à l'eau. Toutes les sources d'eau traditionnelles de la communauté ont été saisies par Amway et les autres entreprises agroalimentaires qui cultivent dans la région des légumes, des raisins, des petits fruits et des avocats destinés à l'exportation, ce qui fait que les habitantes et habitants n'ont pas assez d'eau pour leurs besoins domestiques, et encore moins pour produire leur alimentation<sup>29</sup>.

La communauté de San Isidro est confrontée à la même situation qu'un nombre croissant de communautés dans le monde, car des exploitations agricoles industrielles gourmandes en eau contaminent leurs terres et épuisent les ressources d'eau de leurs territoires. Les populations perdent non seulement l'accès à l'eau, mais aussi à la nourriture, car les exploitations industrielles ne produisent que pour l'exportation. De nombreuses personnes n'ont d'autre choix que de travailler dans ces exploitations pour un salaire médiocre et dans des conditions de travail difficiles et précaires, en particulier

pour les femmes<sup>30</sup>. L'utilisation massive de plastiques, de pesticides et d'engrais chimiques dans les exploitations a également des effets dévastateurs sur la santé des personnes et sur l'environnement.

Paradoxalement, les exploitations agricoles industrielles se vantent de leur efficacité en matière d'utilisation de l'eau. Elles utilisent les dernières technologies en matière d'irrigation au goutte-à-goutte et d'autres technologies « intelligentes ». L'une des techniques consiste à remplir d'énormes réservoirs d'eau à côté des exploitations afin de capter l'eau pendant la saison des pluies et de réduire la dépendance à l'égard de l'irrigation pendant les périodes sèches. Mais aucune de ces technologies ne peut rendre durable la production de cultures gourmandes en eau. Les exploitations sont conçues pour exporter de l'eau, et toujours à un rythme plus rapide que celui auquel elles peuvent se réapprovisionner. Inévitablement, la perte d'eau entraîne une destruction de l'environnement et des conflits avec d'autres usagers et usagères privées d'accès.

En mars 2023, plus de 25 000 personnes se sont rassemblées dans le Marais poitevin, deuxième zone humide de France, pour une mobilisation internationale contre l'accaparement de l'eau sur le site de construction de l'un des plus grands projets de réservoir d'eau agricole au monde. Les personnes venues manifester avaient un message clair : l'accaparement de l'eau au profit d'un modèle d'agriculture « qui écrase les communautés agricoles et détruit les écosystèmes » doit cesser. Les activistes ont accusé des décennies d'agriculture industrielle d'être à l'origine de l'épuisement des ressources en eau dans la région et ont rejeté les *mégabassines* qui représentent selon eux un moyen de protéger la production « suicidaire » de cultures gourmandes en eau destinées à l'alimentation animale, menée par quelques grandes exploitations agricoles, au détriment de l'environnement et de la production durable et indispensable de denrées alimentaires locales par les petites exploitations. Et de déclarer, faisant référence à des manifestations similaires en Amérique latine contre l'accaparement de l'eau pour les exploitations industrielles : « *No es sequia, es saqueo*<sup>31</sup> ! » (*Ce n'est pas une sécheresse, c'est un pillage !*)

Le gouvernement français a réagi en interdisant la manifestation et en déployant plus de 3 200 policiers armés. Plus de 5 000 grenades ont été tirées sur les manifestantes et manifestants en moins de 2 heures (soit une grenade toutes les deux secondes), blessant et mutilant près de 200 personnes, dont plusieurs dizaines grièvement. Le gouvernement français a ensuite déclaré illégal le principal mouvement à l'origine des manifestations, appelé les « Soulèvements de la terre<sup>32</sup> ».

À l'instar de la communauté de San Isidro à Jalisco et d'autres communautés autochtones et paysannes du monde entier, les activistes en France estiment que l'eau doit être gérée collectivement et qu'elle ne peut être séparée de la terre et traitée comme une marchandise financière à capter et à extraire par l'agrobusiness. Cette opposition internationale à la privatisation de l'eau prend également la forme de manifestations contre l'accaparement de l'eau pour l'exploitation minière, les utilisations industrielles et l'eau en bouteille.

Il est significatif que les manifestations contre la privatisation de l'eau en France aient eu lieu au moment où les syndicats du pays menaient une mobilisation massive contre les réformes du système de retraite du pays, qui étaient également considérées comme un pas

vers la privatisation. Contrairement aux systèmes de retraite financiarisés du Canada, du Royaume-Uni ou des États-Unis, le système de retraite français n'est pas entre les mains du secteur financier et n'alimente donc pas l'accaparement mondial de l'eau pour l'agriculture d'exportation<sup>33</sup>.

Dans ces deux mouvements, nous pouvons donc voir un moyen de sortir de la crise de l'eau : le contrôle collectif des flux de l'eau et le contrôle collectif des flux d'argent. Les luttes contre la privatisation de l'eau et la privatisation des systèmes de retraite sont intimement liées. La réaction brutale de l'État français face à ces deux mouvements montre à quel point ces luttes nécessaires seront difficiles à mener.

**Tableau 1**  
**Exemples de sociétés financières faisant des acquisitions de terres agricoles motivées par l'accès à l'eau**

Gestionnaire d'actifs	Quelques acquisitions récentes de terres agricoles motivées par l'accès à l'eau	Investisseurs
ADQ (Émirats arabes unis)	Production de fruits et légumes frais en Italie, Espagne, Argentine, Chili, Équateur, Afrique du Sud et Philippines grâce à l'acquisition d'un producteur (Unifrutti)	Fonds souverain pour le gouvernement d'Abou Dhabi
Alantra (R-U)	Exploitations de petits fruits en Espagne et au Maroc par l'acquisition d'une participation importante dans l'entreprise de production (Surexport)	Banques de développement espagnoles et européennes.
Solum Partners (États-Unis)	Producteurs de fruits et légumes frais destinés à l'exportation et possédant des exploitations au Chili, au Pérou, au Mexique, en Espagne, en Afrique du Sud et au Mozambique.	Fonds de dotation de l'université de Harvard et compagnie d'assurance AIG.
Manulife (Canada)	Exploitations de fruits à coque aux États-Unis et grand exportateur de fruits au Chili (David Del Curto)	Nombreux fonds de pension, via la division Hancock
Macquarie (Australie)	Exploitations agricoles avec droits d'eau dans la région du bassin Murray-Darling.	Principalement des fonds de pension, dont le Pension Fund of Japanese Corporations
Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (Canada)	Exploitations d'amandes et d'avocats en Australie	Fonds de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, Canada
Paine Schwartz (États-Unis)	Exploitations de petits fruits par le biais d'une offre publique d'achat sur le Groupe Costa, qui possède des exploitations en Australie, en Chine et au Maroc	Principalement des fonds de pension états-uniens et des fonds souverains étatiques.



Gestionnaire d'actifs	Quelques acquisitions récentes de terres agricoles motivées par l'accès à l'eau	Investisseurs
PSP Investments (Canada)	Exploitations agricoles avec droits d'utilisation de l'eau en Australie et aux États-Unis, et exploitations fruitières, directement ou par le biais de l'acquisition de producteurs, avec des exploitations au Chili, au Pérou, au Mexique, au Maroc, en Espagne et aux États-Unis.	Fonds de retraite de fonctionnaires au Canada.
Renewable Resources Group (États-Unis)	Exploitations agricoles et sociétés agricoles produisant des raisins de table et des petits fruits au Chili, au Mexique, au Pérou et en Uruguay	Fonds de pension, compagnies d'assurance, fondations et familles fortunées
Nuveen (États-Unis)	Exploitations de fruits à coque aux États-Unis et exploitations produisant des cerises, des raisins, des fruits à coque et des avocats au Chili	Fonds de pension des enseignantes et enseignants des États-Unis TIAA et autres fonds de pension états-uniens, canadiens et européens.

**Tableau 2**

**Exemples de transactions foncières réalisées par PSP Investments en lien avec l'eau**

Transaction	Accès à l'eau
Coton en Australie	En 2022, par l'intermédiaire de sa coentreprise Australian Food & Fibre, PSP a acquis deux exploitations de culture de coton irriguée, avec près de 40 000 hectares de terres et plus de 200 millions de mètres cubes de droits d'eau.
Amandes aux États-Unis	Depuis 2020, PSP a acheté 10 000 hectares dans la vallée de San Joaquin en Californie pour y cultiver des amandiers irrigués par des forages profonds qui extraient d'énormes quantités d'eau d'un aquifère fortement épuisé.
Citrons en Espagne	En 2022, PSP a conclu un partenariat avec Citri&Co, une grande entreprise européenne de fruits frais, dans le cadre duquel PSP Investments doit acquérir des terres pour des exploitations d'agrumes en Espagne et Citri&Co exploitera et gèrera les terres agricoles.
Petits fruits dans le monde entier	En 2023, PSP est devenu un actionnaire majoritaire du producteur chilien de petits fruits Hortifrut, qui possède plus de 4 000 ha d'exploitations irriguées intensives en Argentine, au Brésil, au Chili, en Chine, au Mexique, au Maroc, au Pérou, en Espagne et aux États-Unis.
Amandes en Australie	En 2019, PSP a acheté 12 000 hectares de vergers d'amandiers et dépensé 490 millions de dollars pour des droits d'eau dans le bassin Murray-Darling, une région caractérisée par la sécheresse et des conflits croissants autour de l'eau.
Fruits aux États-Unis	En 2018 et 2019, PSP a racheté une ancienne plantation sucrière de 17 000 hectares sur l'île de Maui, ainsi que la société d'irrigation de la région, et mène depuis lors une bataille contre la population locale concernant les droits d'eau. PSP a besoin de l'eau pour cultiver des fruits destinés à l'exportation, mais les habitantes et habitants de la région estiment que cela mettra en péril la production alimentaire des petites exploitations. La population de Maui s'est indignée en découvrant que l'État et la filiale de PSP avaient fait appel devant la Cour suprême de l'État pour assouplir les restrictions d'accès à l'eau pour l'irrigation, à la suite des incendies dévastateurs qui ont frappé l'île en août 2023.

Transaction	Accès à l'eau
Noix en Australie	En 2019, PSP a acquis une participation majoritaire dans la société agroalimentaire Webster, le plus grand producteur de noix d'Australie et « l'une des plus grandes exploitations agricoles irriguées de l'hémisphère sud », avec plus de 200 millions de mètres cubes de droits d'eau.
Tomates au Canada	PSP est l'un des principaux propriétaires de Pure Flavor Farms, l'un des plus grands exploitants de serres d'Amérique du Nord, et cherche à étendre ses activités à grande échelle à Leamington, dans l'Ontario, où la municipalité a été contrainte d'imposer un moratoire sur le développement des serres en 2021 en raison de préoccupations liées à l'approvisionnement en eau.
Produits laitiers en Nouvelle-Zélande	En 2016, PSP a acheté deux grandes exploitations laitières dans les plaines de Canterbury, en Nouvelle-Zélande, où l'essor de l'élevage laitier irrigué entraîne une grave pollution des réserves d'eau locales.

## Notas

- UNESCO, « Risque imminent d'une crise mondiale de l'eau (UNESCO/ONU-Eau) », mars 2023 : <https://www.unesco.org/fr/articles/risque-imminent-dune-crise-mondiale-de-leau-unesco/onu-eau>
- GRAIN, « Les cultures irriguées responsables de l'assèchement des puits », février 2023 <https://grain.org/e/6960>
- "Drying out African lands: Expansion of large-scale agriculture threatens access to water in Africa", Oakland Institute, mars 2022: <https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/drying-out-african-lands.pdf>; TNI, « The Global Water Grab: A Primer », octobre 2014 : <https://www.tni.org/en/publication/the-global-water-grab-a-primer>
- « PSP Investments acquires 75% stake in Peru farming operation from Hortifruit », Global AgInvesting, juin 2022 : <https://www.farm-landgrab.org/30995>. PSP a acheté l'exploitation à Hortifruit, un producteur chilien de petits fruits dans lequel PSP détient une participation minoritaire et qu'il cherche à racheter.
- Odebrecht a remporté le contrat au Pérou en payant des millions de dollars de pots-de-vin à quatre présidents péruviens et à 56 fonctionnaires. Voir : « Odebrecht y el registro de las 723 coimas que entregó por cada obra pública », La República, décembre 2019 : <https://larepublica.pe/politica/2019/12/13/odebrecht-y-el-registro-de-las-723-coimas-que-entrego-por-cada-obra-publica-lava-jato-ollanta-humala-alejandra-toledo-alan-garcia-gr-compliance>; « Punto de quiebre en caso Odebrecht: cuatro expresidentes y más de USD 45 millones en sobornos », Ojo Público, avril 2023 : <https://ojo-publico.com/politica/odebrecht-cuatro-expresidentes-y-mas-usd-45-millones-sobornos>; « Proyecto Olmos: Contraloría detectó favorecimiento a empresa vinculada a Odebrecht en venta de lotes agrícolas », El Comercio, novembre 2020 : <https://elcomercio.pe/politica/olmos-contraloria-detecto-favorecimiento-a-empresa-vinculada-a-odebrecht-en-venta-de-lotes-agricolas-para-proyecto-olmos-nndc-noticia/>
- « Utilizando al Proyecto Hidroenergético Olmos, Odebrecht se apoderó de las tierras de la comunidad campesina de Olmos », Perú Libre, février 2019 : <https://resistencia.lamula.pe/2019/02/26/utilizando-al-proyecto-hidroenergetico-olmos-odebrecht-se-apodero-de-las-tierras-de-la-comunidad-campesina-de-olmos-y-de-las-aguas-del-huancabamba/lobogris/> ; Patricia Urteaga Crovotto, Agua y desarrollo. El caso del Proyecto Olmos Tinajones, INTE-PUCP, 2022 : <https://repositorio.pucp.edu.pe/index/bitstream/handle/123456789/184488/librobicentenario2art11.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- Kira Walker, « Pitted against profits, Spain's biodiversity haven collapses », Al Jazeera, octobre 2022 : <https://www.aljazeera.com/features/2022/10/10/pitted-against-profits-spains-biodiversity-haven-collapses>
- Paco Sánchez Múgica, « Las claves de lo que pasa con Doñana: robo masivo de agua y la polémica amnistía que planea la Junta » La Voz del Sur, avril 2023 : [https://www.lavozdelsur.es/actualidad/ecologia/que-pasa-con-donana-claves-robo-masivo-agua-junta-andalucia-amnistia\\_294489\\_102.html](https://www.lavozdelsur.es/actualidad/ecologia/que-pasa-con-donana-claves-robo-masivo-agua-junta-andalucia-amnistia_294489_102.html)
- Selon Preqin, les investisseurs du Alantra Private Equity Fund III sont l'Instituto de Créditor Oficial AXIS Participaciones, le Centro para el Desarrollo Tecnológico Industrial, et le Fonds d'investissement européen.
- Une vidéo promotionnelle sur l'exploitation de petits fruits d'Elite Agro à Kénitra, au Maroc, peut être visionnée ici : <https://youtu.be/Gu5vjiUUmhU>
- « Australia's Costa gets \$927 mln buyout offer from PE firm Paine Schwartz », Reuters, juillet 2023 : <https://www.reuters.com/article/costa-group-hldg-ma-paine-schwartz-partn-idINL4N38P3PP>
- « Spotlight: Morocco Fruit Exports », USDA, novembre 2022 : <https://www.fas.usda.gov/sites/default/files/2022-11/Morocco-IATR-Final.pdf>

13. Voir les témoignages d'abus subis par les travailleuses migrantes marocaines sur les exploitations de Surexport en Espagne. « Obligadas a orinar y defecar en pañales: piden que cese el «trato inhumano» a las temporeras marroquíes accidentadas de Surexport », La mar de Onuba, juin 2023 : <https://revista.lamardeonuba.es/obligadas-a-orinar-y-defecar-en-panales-piden-que-cese-el-trato-inhumano-y-vejatorio-a-las-victimas-del-accidente-de-autobus-de-surexport/>
14. Aïda Delpuech et Arianna Poletti, « 'Preserving oases': The fight for water by Morocco farmers », Al Jazeera, novembre 2022 : <https://www.aljazeera.com/news/2022/11/11/preserving-oases-the-fight-for-water-for-morocco-farmers> ; Aurélie Collas, « Au Maroc, "nous exportons sous forme de fruits l'eau qui nous manque" », Le Monde, janvier 2023 : [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/10/10/nous-exportons-sous-forme-de-fruits-l-eau-qui-nous-manque-le-maroc-guette-par-la-penurie-contraint-de-repenser-son-modele-agricole\\_6145119\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/10/10/nous-exportons-sous-forme-de-fruits-l-eau-qui-nous-manque-le-maroc-guette-par-la-penurie-contraint-de-repenser-son-modele-agricole_6145119_3212.html) ; Said Oulfakir, « In Morocco: Fruitful Land for Large-scale Farms and Erratic Rainfall for Small Farmers », Assafir Arabi, septembre 2022 : <https://assafirarabi.com/en/47507/2022/09/16/in-morocco-fruitful-land-for-large-scale-farms-and-erratic-rainfall-for-small-farmers/> ; Julie Chaudier, « Barrages à sec, agriculture assoiffée : le Maroc gère mal le manque d'eau », Reporterre, juillet 2022 : <https://reporterre.net/Barrages-a-sec-agriculture-assoiffee-le-Maroc-gere-mal-le-manque-d-eau>
15. Peter Waldman, Sinduja Rangarajan et Mark Chediak, « Groundwater Gold Rush », Bloomberg, avril 2023 : <https://www.bloomberg.com/graphics/2023-wall-street-speeds-california-groundwater-depletion/?sref=5DzaVjJc>
16. Nathan Halverson, « State Pension Fund is Helping a Middle Eastern Firm Export Arizona's Precious Groundwater », Reveal, août 2023 : <https://revealnews.org/article/arizona-retirement-system-water-rights/>
17. Communication personnelle, août 2023. Voir également : « Jalisco's bumper crop of berry farms may hurt locals more than help », Mexico News Daily, mars 2022 : <https://mexiconewsdaily.com/news/jaliscos-berry-farms-hurt-locals/>
18. Ry Rivard, « A Little-Known Company Is Quietly Making Massive Water Deals », Voice of San Diego, mai 2019 : <https://voiceofsandiego.org/2019/05/07/a-little-known-company-is-quietly-making-massive-water-deals/>
19. Prospectus pour la filiale mexicaine de RRG, Grupo Renovables Agrícolas, 2018 : <https://www.bmv.com.mx/docs-pub/prospect/RRGCK-prosp21-25032019-111226-1.%20RRGCK%2018%20Cruce%20BMV%20-%20Anexo%20A%20-%20Prospecto%20Definitivo.pdf>. Au Mexique, on sait que RRG a acquis des terres à Sonora, Campeche, Veracruz et Chihuahua, ainsi qu'à Jalisco, par le biais d'une participation dans Bloom Farms.
20. Voir : <https://www.fruturaproduce.com/companies/>
21. Subsole possède son propre fonds consacré à l'acquisition de terres agricoles irriguées au Chili, qu'elle a mis en place avec le soutien de la Banque interaméricaine de développement, et a été l'un des principaux bénéficiaires des dépenses publiques consacrées aux travaux d'irrigation au fil des ans. Voir : Maximiliano Bazán, « El avance de la desertificación II: los millonarios subsidios de riego a agroexportadora », CIPER, décembre 2020 : <https://www.ciperchile.cl/2020/12/07/el-avance-de-la-desertificacion-ii-los-millonarios-subsidios-de-riego-a-agroexportadoras/>
22. Voir : <https://www.nuveen.com/global/investment-capabilities/real-assets/farmland/map>
23. Martina Galindez, « Los nuevos 'patrones' del campo chileno: fondos de inversión agrícolas crecen en este negocio », TH, avril 2023 : <https://tendencias hoy.cl/los-nuevos-patrones-del-campo-chileno-fondos-de-inversion-agricolas-crecen-en-este-negocio/>
24. Chris Janiec, « Inside RRG and The Nature Conservancy's \$900m water-focused fund », AgriInvestor, 28 juillet 2020: <https://www.agriinvestor.com/inside-rrg-and-the-nature-conservancys-900m-water-focused-fund/>; SWIF 2020 Impact Report: [https://www.nature.org/content/dam/tnc/nature/en/documents/SWIF\\_ImpactReport\\_2020.pdf](https://www.nature.org/content/dam/tnc/nature/en/documents/SWIF_ImpactReport_2020.pdf)
25. GRAIN et Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, « Un milliard de dollars de Harvard dans un fiasco lié aux terres agricoles », septembre 2018 : <https://grain.org/fr/article/6014-un-milliard-de-dollars-de-harvard-dans-un-fiasco-lie-aux-terres-agricoles>
26. « Eficiencia, sustentabilidad y ahorro de costos en palta de exportación », Redagrícola, mai 2021 : <https://redagricola.com/eficiencia-sustentabilidad-y-ahorro-de-costos-en-palta-de-exportacion/> ; site web de Westfalia : <https://www.westfaliafruit.com/about-us/our-operations/#:~:text=Westfalia%20Fruit%20Chile,common%20denominator%3A%20Passion%20for%20fruit.>
27. GRAIN et Colectivo por la Autonomía, « Les avocats de la colère » mai 2023: <https://grain.org/fr/article/6986-les-avocats-de-la-colere>; « Superfood or climate killer? », DW, mai 2023: <https://www.dw.com/en/superfood-or-climate-killer/video-64581871>
28. Carmen Aggi Cabrera et Letra Fría, « Después de 29 años, San Isidro recupera territorio invadido por Amway-Nutrilite », Pie de Pagina, juillet 2022 : <https://piedepagina.mx/recupera-san-isidro-territorio-invadido-por-amway-nutrilite-ganaron-hace-29-anos/>
29. Communication personnelle avec des leaders communautaires, août 2023.
30. Pour plus d'informations sur les conditions de travail dans les exploitations industrielles de fruits et légumes dans certains des pays couverts par ce rapport, voir par exemple : BHRRC, « Berry industry blues: Labour rights in Mexico's supply chains », janvier 2023 : <https://www.business-humanrights.org/en/from-us/briefings/berry-industry-blues-labour-rights-in-mexicos-berry-supply-chains/> ; Ethical Consumer, « Migrants in supermarket supply chains face "horrific" conditions », mars 2023 : <https://www.ethicalconsumer.org/food-drink/horrific-conditions-workers-supplying-fruit-vegetables> ; CIPER, « Fiscalía investiga denuncia de trabajo forzado masivo de inmigrantes en cosecha de arándanos y mandarinas », septembre 2021 : <https://www.ciperchile>

[cl/2021/09/28/fiscalia-investiga-denuncia-de-trabajo-forzado-masivo-de-inmigrantes-en-cosecha-de-arandanos-y-mandarinas/](https://www.eldiario.es/2021/09/28/fiscalia-investiga-denuncia-de-trabajo-forzado-masivo-de-inmigrantes-en-cosecha-de-arandanos-y-mandarinas/) ; Miryam Nacimiento, « Agrarian workers' long struggle for labor justice in Peru: progress and an uncertain future », CASAS, mars 2021 : <https://casasouth.org/agrarian-workers-long-struggle-for-labor-justice-in-peru-progress-and-an-uncertain-future/> ; War on Want, « Moroccan workers organising against exploitation on mega-farms » : <https://waronwant.org/profitting-hunger/9-moroccan-workers-organising-against-exploitation-mega-farms>.

31. « Appel international - Nous sommes l'eau qui se défend ! », avril 2023 : <https://fondationdaniellemitterrand.org/nous-sommes-leau-qui-se-defend/>

32. Pour plus d'informations, voir : <https://lessoulevementsdelaterre.org>

33. Pour plus d'informations sur les luttes contre la privatisation des régimes de retraite, voir : GRAIN, A Growing Culture et Kevin Skerrett, « Nous avons besoin d'un mouvement à même de retirer les retraites des marchés financiers », septembre 2022 : <https://grain.org/e/6890>





GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité. GRAIN publie plusieurs rapports chaque année. Il s'agit de documents de recherche détaillés qui fournissent des informations générales et des analyses approfondies sur un sujet donné.

Retrouvez la collection complète des rapports de GRAIN sur notre site web : <https://www.grain.org/fr>

GRAIN

Casanova 118, escalera dcha. 1ºB, 08036 Barcelone, Espagne

Tél: +34 93 301 1381

Email: [grain@grain.org](mailto:grain@grain.org)

Photo de couverture : 14 avril 2009 - Firebaugh, Californie, États-Unis- Sous l'égide de la California Latino Water Coalition, des milliers de travailleurs et travailleuses agricoles, d'exploitant-es et de responsables politiques de la région ont entamé mardi une marche de quatre jours pour attirer l'attention sur le manque d'eau allouée aux exploitations agricoles de la Central Valley. Ci-dessus, la marche franchit un fossé d'irrigation dans une ferme près de Firebaugh, dans l'ouest du comté de Fresno. ZUMA Press, Inc. / Alamy Stock Photo